

L'élue qui fait la chasse au gaspillage de l'eau

Gérard Chausset.

Alors que les restrictions d'eau se multiplient, de nombreux Français se mobilisent pour préserver la ressource. Gérard Chausset, adjoint à la mairie de Mérignac (Gironde), a aidé la ville à réduire sa consommation de 45 % en vingt-cinq ans.



Gérard Chausset, adjoint au maire de Mérignac (Gironde), multiplie les projets pour réduire la consommation d'eau de sa ville. Marion Parent pour La Croix

Si tout va bien, ici, dans quelques années, sur le rond-point du quartier Bourranville, aujourd'hui très minéral, ce sera bien agréable l'été. Dans le cadre du programme «Mérignac ville verte», qui consiste à augmenter la végétalisation de cette commune de près de 80 000 habitants, notamment là où il y a des îlots de chaleur, la mairie et la métropole ont aménagé des ombrières, où grimperont des glycines et du jasmin. Au sol, on a enlevé l'enrobé pour planter du *Zoysia tenuifolia*, un gazon asiatique qui a la propriété de résister aux canicules et de nécessiter 40 % d'arrosage en moins que les autres variétés. Ce graminé au nom exotique est le dernier né d'une démarche lancée au début des années 2000 par Mérignac (Gironde), ville pionnière en matière d'économie d'eau. «En vingt-cinq ans, nous avons baissé nos consommations de près de 45 %, alors que nous avons augmenté les surfaces de bâtiments et d'espaces verts de 10 000 m²», explique Gérard Chausset, 65 ans, adjoint au maire de Mérignac depuis 2001. Au total, cela représente 1,3 million de mètres cubes d'eau économisés.»

Sur cette démarche, l'élue écologiste, aujourd'hui apparenté PS, est intarissable. «À l'époque, j'étais déjà conscient que l'eau de très grande qualité que nous buvions, puisée dans une nappe profonde née à l'époque préhistorique de

l'éocène, était menacée car surexploitée», raconte celui qui est aussi élu à la métropole. Mais, à la ville, c'est une facture de 49 000 €, reçue en 2002, qui l'alerte sur l'existence de fuites importantes dans une école et à la piscine municipale. «Je me suis rendu compte qu'on s'apercevait des fuites souvent trop tard, quand on recevait la note», explique-t-il.

L'adjoint nomme alors une salariée pour faire l'inventaire du patrimoine et des compteurs. Peu à peu, la télérelève est mise en



Ses raisons d'espérer.

«Cette crise peut être un moment de bascule»

«Pendant longtemps, beaucoup ne voyaient pas l'intérêt de faire des efforts pour économiser l'eau. Aujourd'hui, ce raisonnement ne tient plus, car le dérèglement climatique met la ressource sous tension. Il n'y a plus d'échappatoire car il n'y a plus de territoire épargné. Si on souhaite garder un accès à l'eau pour tout le monde, il faudra nécessairement en partager l'usage. Pour cela, on devra bien sûr trouver des solutions techniques pour approvisionner plus parcimonieusement l'agriculture, l'industrie, le logement. Les solutions existent et il faut les mettre en œuvre au plus près des territoires. Mais cela ne suffit pas. Il faudra aussi économiser en travaillant sur la qualité des infrastructures et des réseaux et en développant une éducation à l'eau qui passe par la sobriété. Cette crise peut être un moment de bascule vers une prise de conscience de chacun, qu'il s'agisse du particulier, des professionnels et des décideurs, en premier lieu les préfets qui par leurs décisions doivent montrer localement le chemin pour donner espoir.»

place pour alerter sur les consommations anormales. Et tous les bâtiments sont équipés de dispositifs d'économie d'eau, de type mousseurs ou chasses double débit. Si ce genre de gestes est aujourd'hui devenu banal, «il faut se souvenir qu'à l'époque, ce n'était pas encore dans les mœurs de faire attention à notre consommation d'eau», rappelle Gérard Chausset. L'initiative est en tout cas payante car, en vingt-cinq ans, l'économie d'eau dans les bâtiments atteint 20 %.

Mais c'est surtout pour les espaces verts, où l'économie grimpe à 80 % sur la même période, que les efforts sont spectaculaires. Pour les expliquer, Gérard Chausset nous emmène dans le parc du Vivier, qui abrite la mairie, où des mariés se font photographier devant un magnifique massif de fleurs. Sur une tablette, un agent de la métropole, désormais en charge des espaces verts, clique sur la commande «Vivier 28» et un jet de gouttelettes vient lécher le gazon. Ici, comme dans un nombre grandissant de parcs de la ville, grâce à un logiciel conçu en Espagne, pays habitué aux sécheresses, l'arrosage se commande à distance, en fonction de la météo et des besoins des végétaux. L'arrosage se fait aussi désormais de façon différenciée: si les plantes fleuries, qui nécessitent plus d'eau, sont «code 1», c'est-à-dire qu'elles sont arrosées chaque jour, d'autres surfaces végétales le sont tous les

deux jours, ou pas du tout. Car les jardiniers de la ville et de la métropole, formés aux alternatives aux produits phytosanitaires, plantent de plus en plus de plantes vivaces, moins gourmandes en eau. Plus récemment, les cimetières comme les terrains sportifs, longtemps laissés en dehors de la démarche dans cette ville très sportive, ont eux aussi commencé à mettre en place un arrosage économe, en tenant compte de l'humidité des sols.

«On essaie aussi de trouver des alternatives à l'eau potable pour arroser», poursuit Gérard Chausset, qui nous emmène au pied de l'église Saint-Vincent, où l'eau de pluie qui tombe sur la toiture est récupérée par des tuyaux qui alimentent des citernes. À côté, place Charles-de-Gaulle, sous laquelle s'étend un parking, ce sont les eaux d'exhaure, celles qu'on trouve quand on creuse le sol, qui sont récupérées dans des cuves. Elles permettent également d'arroser et, bientôt – c'est en projet –, de nettoyer la place les jours de marché. «Économiser l'eau est une action qui ne se voit pas, reprend Gérard Chausset. Mais c'est une démarche très efficace, puisque avec moins de 100 000 € d'investissements, on a économisé plus de 1 million d'euros, et cela alors même que les besoins ont augmenté et que l'eau est plus chère.»

Nathalie Bircham, envoyée spéciale à Mérignac (Gironde)